

## Zoom sur ...

**... le rapport de la Banque mondiale « Africa's Pulse » sur les perspectives économiques en Afrique**

L'institution internationale a publié le 9 octobre son rapport sur les perspectives économiques africaines. La Banque mondiale et le FMI – **qui a également communiqué sur son rapport World Economic Outlook (WEO) cette semaine sans en publier les données** – s'accordent à dire que les performances économiques de l'Afrique subsaharienne sont restées moroses en 2019, avec une croissance attendue à 2,6% (contre 2,5% en 2018), **soit 0,2 points de moins que les prévisions d'avril**. À l'exclusion du Nigéria, de l'Afrique du Sud et de l'Angola, les prévisions de croissance pour le reste de la région s'élèvent à 4 % en 2019, revues à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril, à 4,7 % en 2020 et à 4,8 % en 2021. Dans ce contexte, **la vigueur de l'activité dans les pays d'Afrique de l'Ouest demeure encourageante : à l'exception du Libéria, tous les pays de la région devraient en effet afficher une croissance supérieure à 5% en 2019**, selon les dernières prévisions du FMI (dont l'actualisation est imminente).

❖ **La croissance subsaharienne est freinée par un environnement extérieur moins favorable**

La croissance en Afrique subsaharienne est ralentie par les incertitudes persistantes de l'économie mondiale qui pèsent sur l'activité du continent : selon la dernière actualisation du WEO du FMI publié en juillet dernier, **la croissance mondiale devrait fléchir en 2019 pour atteindre +2,6 %, son taux le plus bas depuis 2016**.

L'évolution du cours des matières premières est également un point de vigilance soulevé par le rapport, en particulier celui des métaux – qui représentent une part substantielle des exportations des pays d'Afrique de l'Ouest. En effet, si leurs prix se sont globalement appréciés au cours du premier semestre de l'année grâce à la forte demande chinoise (**la Chine représente actuellement 55 % de la consommation mondiale de métaux**, contre seulement 5 % en 1990), ils ont ensuite connu un déclin à partir du second semestre, principalement sous l'effet de la recrudescence des tensions commerciales. Selon le rapport, **le prix des métaux devrait continuer de décliner en 2020**. En revanche, **le prix de l'or – premier produit d'exportation de l'UEMOA en 2018 (23,2% des exportations totales) – devrait progresser de +3,2% en 2019**, à 1310 USD/toz, et se maintenir au-dessus de 1350 USD/toz durant les trois prochaines années.

A noter que **l'Afrique subsaharienne n'est pas la seule région à pâtir de la conjoncture internationale incertaine** : les prévisions pour 2019 sont encore plus pessimistes pour le Maghreb et le Moyen-Orient (+1,3% en 2019) et l'Amérique latine et les Caraïbes (+1,4%), où les économies émergentes et en développement revoient leurs perspectives à la baisse.

❖ **Des facteurs internes pourraient également peser sur la croissance du continent**

Les perspectives à moyen terme du rapport sont basées sur une hypothétique mise en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire et des réformes structurelles destinées à soutenir l'investissement privé. Cependant, dans de nombreux pays – et surtout dans ceux où des élections générales auront lieu prochainement – le risque d'une mise en œuvre limitée des réformes demeure élevé. **En Côte d'Ivoire, l'examen du rapport d'exécution des dépenses d'investissements publics au premier trimestre 2019 révèle par exemple que les objectifs trimestriels d'exécution ont été atteints – voire dépassés – pour la première fois depuis 2015**, en particulier les dépenses dites « pro-pauvres ». De plus, la part des marchés passés en procédures non concurrentielles (notamment en gré à gré) a sensiblement augmenté, à 21% au T1 2019 contre 13,8% à fin mars 2018. Si ces évolutions peuvent être jugées plutôt positivement, elles soulèvent aussi des risques de dérapage budgétaire importants, dans une région où la vulnérabilité liée à l'endettement est forte.

Par ailleurs, **la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel demeure un sujet majeur de préoccupation**. Pour rappel, la Communauté ouest-africaine s'est dotée d'un plan d'action d'1 Md USD sur la période 2020-2024, que l'UEMOA s'est engagée à financer de moitié. Les modalités de financement de ce Plan seront entérinées lors du prochain sommet de la Communauté, prévu en décembre à Abuja (Nigéria).

❖ **La lutte contre la pauvreté et la promotion de l'autonomisation économique des femmes en Afrique est inscrit à l'agenda de la Banque mondiale**

Le rapport consacre deux volets spéciaux à l'accélération de la réduction de la pauvreté et à la promotion de l'autonomisation des femmes. Afin de lutter contre la pauvreté, le rapport préconise notamment de **soutenir la filière agricole** – en particulier les petits exploitants agricoles orientés vers le commerce de leur production.

## ACTUALITE REGIONALE

---

### **Journée mondiale du coton organisée le 7 octobre 2019 à Genève**

À l'initiative du Groupe Coton-4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad), [l'OMC a accueilli la Journée mondiale du coton le 7 octobre 2019](#) à son siège à Genève, en collaboration avec les Secrétariats de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Centre du commerce international (ITC) et du Comité consultatif international du coton (CCIC). Les partenaires au développement et le secteur privé ont eu l'occasion de se rencontrer afin de discuter de nouveaux projets de soutien à la filière en Afrique de l'Ouest. Pour rappel, la production de coton ouest-africain, située entre 2 et 3 M tonnes chaque année, se concentre essentiellement au Mali, au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire et représente environ 10% de la production mondiale. Son poids en termes d'emplois (l'activité cotonnière constituerait la principale source de revenus pour plus de 15% des ménages de la sous-région) et dans les exportations du Bénin, du Burkina Faso et du Mali en fait une activité essentielle aux économies régionales. Au Mali, le développement de la production de coton biologique est un sujet majeur de coopération bilatérale avec la France ; le groupe français Carrefour et la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT) s'étant engagés mutuellement à faire du pays le premier producteur de coton biologique du continent d'ici 5 ans – [notamment avec le soutien de l'Agence française de développement via son projet AgrECO](#), signé en septembre dernier pour un montant de 18,5 M EUR.

### **Les effets de la fermeture des frontières terrestres du Nigéria avec le Bénin et le Niger continuent de se faire ressentir**

Située aux portes du Nigéria, Maradi, capitale économique du Niger, [se retrouve dans une situation économique difficile après la fermeture de la frontière terrestre avec le Nigéria survenue le 20 août 2019](#) – pour des raisons de sécurité et pour la lutte contre la circulation de produits de contrebande (pétrole et produits alimentaires en tête), selon les autorités nigérianes. D'après le Président de la Chambre de commerce régionale, Elhadj Sani Souley Nassaley, les prix des denrées alimentaires produites localement sont en nette baisse au Niger, du fait de la faible consommation locale, tandis que les produits importés comme le maïs voient leur prix augmenter et pourraient venir à manquer dans les prochains mois, si la fermeture est maintenue. Au Bénin, la fermeture des frontières, décidée par le Nigéria pour des raisons similaires le 19 août, bloque les marchandises arrivant au port de Cotonou en transit régulier vers Lagos ainsi que la réexportation par les canaux parallèles des produits alimentaires (essentiellement riz et volailles congelées, puis huile,...) et des véhicules d'occasion mis en circulation sur le marché béninois. Sont également touchées, les ventes au Nigéria de produits vivriers locaux (tomates, ananas,...) venant du Bénin. Si le Togo souffre peu de cette fermeture, ni son port ni son industrie n'étant directement touchés (les cimenteries locales profitent d'ailleurs même de l'interruption de l'arrivée du ciment Dangote du Nigéria), le décalage qui se creuse entre le prix du carburant à la pompe (564 FCFA pour le super) et le prix du marché parallèle et qui fournit habituellement 30% des besoins, a reporté la demande vers les stations-services, épuisant ainsi ponctuellement les stocks. Des approvisionnements d'urgence ont été mobilisés pour un retour à la normale et permettre ainsi un accroissement des ventes de carburants du secteur formel et de la perception des taxes y afférentes. Les produits vivriers – en particulier la tomate – sont pour leur part plus pénalisés, les autorités ayant d'ailleurs mobilisé la commande publique pour atténuer la crise. À l'inverse, à la fin du mois de septembre, [le Sénat nigérian a adopté une motion qui saluait les bons résultats de la fermeture des frontières](#) avec les pays voisins. Il est trop tôt pour savoir si cette mesure – déjà prise dans le passé – relève d'un épiphénomène sans impact réel ou si elle préfigure un changement de stratégie du Nigéria. Pour rappel, cette décision est intervenue moins de deux mois après le ralliement d'Abuja au projet de Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), laquelle vise une plus forte intégration économique régionale.

### **Atelier régional de l'UEMOA sur l'évaluation des dépenses fiscales**

La Commission de l'UEMOA a organisé du 8 au 11 octobre 2019, en partenariat avec la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI) et l'Union européenne (UE), [un atelier régional d'échange et de partage d'expériences en matière d'évaluation de dépenses fiscales dans les Etats membres de l'UEMOA](#). Ont participé à cet atelier deux experts de la FERDI et les responsables en charge de l'évaluation des dépenses fiscales au sein des directions nationales des impôts des pays membres. L'atelier s'inscrit dans le cadre global de la mise en œuvre du plan d'actions régional relatif à la mobilisation optimale des recettes fiscales dans la zone (décision n°02/CM/2019). Il vise plus spécifiquement à renforcer les capacités des administrations concernées à mieux définir les dépenses fiscales (dans une optique d'harmonisation régionale) et à évaluer leur efficacité, pour faciliter leur rationalisation. Justifiant la pertinence de l'atelier, le directeur général des impôts de Côte d'Ivoire a rappelé le poids relativement élevé des dépenses fiscales dans le budget ivoirien : environ 10% des recettes fiscales totales et 1,5% du PIB du pays en 2018.

### **Les 25 ans de l'UEMOA célébrés à Ouagadougou par un forum sur la libre circulation des personnes**

[Un forum pour le 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine](#) (UEMOA) était organisé les 7 et 8 octobre à Ouagadougou (Burkina Faso) sur le thème de la libre circulation des personnes et des biens au sein du territoire de l'Union. Placé sous le haut patronage des Présidents ivoirien et burkinabè Alassane Ouattara et Roch Marc Christian Kaboré, le forum était présidé par le Président de la Commission de l'UEMOA Abdallah Boureima. A l'occasion de la cérémonie d'ouverture, ce dernier a notamment évoqué l'insécurité grandissante au Sahel, à laquelle doit faire face l'espace communautaire et qui constitue un défi majeur pour la consolidation du processus d'intégration – dont la libre circulation des personnes et des biens est une composante majeure. Il a également rappelé qu'en dépit des différentes dispositions adoptées par l'UEMOA pour rendre la libre circulation effective, les échanges commerciaux intra-régionaux, qui représentaient 11,6% des échanges totaux de l'Union en 2018, sont encore entravés par des prélèvements illicites sur les axes routiers, la longueur des délais pour le transport des marchandises, ou encore les difficultés de certaines entreprises à accéder aux marchés d'autres pays de l'Union.

### **Assemblée des Etats membres de l'OMPI : l'INPI renforce ses actions en Afrique**

[Pascal Faure, directeur général de l'INPI \(Institut national de la propriété industrielle\), s'est entretenu avec Denis Bohoussou, directeur général de l'OAPI \(Organisation africaine de la Propriété Intellectuelle\)](#) le 1<sup>er</sup> octobre 2019 à l'occasion de la 59<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'OMPI (Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle) organisée à son siège à Genève. Cette rencontre fait suite à l'annonce de la création d'un poste de Conseiller régional Propriété Intellectuelle pour l'Afrique au sein de l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire couvrant les pays de l'OAPI et ceux de l'ARIPO (African Regional Intellectual Property Organization). L'INPI se rapproche des pays africains pour une collaboration accrue en matière de soutien à l'innovation et aux entreprises et de lutte anti-contrefaçon notamment.

### **Air France fait voler son premier Airbus A350 vers Bamako et Abidjan**

Le premier des 28 Airbus A350-900 d'Air France, qui lui seront livrés d'ici 2025, a décollé le 7 octobre pour Bamako (Mali) et [Abidjan](#) (Côte d'Ivoire). L'aéronef, effectuant le vol AF520, assurera désormais la liaison entre Paris et les deux aéroports ouest-africains. Plus économe de 25% en carburant, l'A350 a déjà été commandé à plus de 900 exemplaires à travers le monde.

### **L'Afrique domine le classement des économies « à fort potentiel » de Standard Chartered**

La banque britannique Standard Chartered vient de publier son classement sur les « économies au plus fort potentiel ». L'étude a porté sur un échantillon de 66 pays (à revenus intermédiaires ou faibles) dont 14 issus du continent africain. Le classement a été établi sur la base des scores obtenus d'un indice -Trade20- calculé à partir de trois principaux critères : (i) le dynamisme économique (croissance du PIB, volume des exportations), (ii) les atouts indispensables au soutien de la croissance future (qualité et quantité des infrastructures, pénétration du commerce électronique) et (iii) le niveau de diversification des exportations. La Côte d'Ivoire, forte du dynamisme économique dont elle fait preuve depuis la fin de la crise en 2012 (8% de croissance du PIB en moyenne) arrive en tête du classement. Elle est suivie de l'Inde, du Kenya, de la Chine

et de l'Irlande. Le Ghana, 3<sup>ème</sup> pays africain le mieux classé, est arrivé au 13<sup>ème</sup> rang. D'importants pays comme la Russie (12<sup>ème</sup>) et la Turquie (19<sup>ème</sup>) occupent des rangs relativement bas.

## BENIN

---

### **La Banque africaine de développement alloue 61 M EUR pour l'électrification de 48 000 ménages ruraux**

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) vient d'allouer au Bénin un financement de 61,8 M EUR pour son Projet d'électrification rurale \(PERU\)](#). Ce projet porte sur l'extension et la densification des réseaux électriques de distribution en milieu rural et couvre l'ensemble du territoire du Bénin, à l'exception de la ville de Cotonou où la BAfD finance un projet similaire approuvé en 2017. Le PERU concerne au total 309 localités pour une population bénéficiaire estimée à un million d'habitants. Son objectif est d'accroître le taux d'accès à l'électricité en milieu rural pour le porter de 8,11% en 2018 à 13,78% en 2022. Le projet s'inscrit dans le Programme d'actions du gouvernement 2016-2021 qui vise, entre autres, le renforcement des capacités énergétiques du pays et l'amélioration des conditions de vie des populations.

## BURKINA FASO

---

### **21 Mds FCFA de la BAfD pour l'aménagement de la plaine de Léraba dans la région des Cascades**

Le ministre en charge des Finances et le responsable pays de la Banque africaine de développement (BAfD) ont procédé le 9 octobre 2019 à la signature de [deux conventions de financement](#) qui permettront de soutenir le Projet d'aménagement et de la valorisation de la plaine de la Léraba (PAVAL). D'un montant de 21 Mds FCFA (32 M EUR), ce financement sera octroyé sous deux formes : l'une sous forme de prêt d'un montant de 22 M UC (26,8 M EUR) ; l'autre sous forme de don d'un montant de 4 M UC (4,9 M EUR). Sa mise en œuvre devrait permettre l'aménagement de 1 000 ha de périmètres irrigués ; la confortation de 410 ha de périmètre existant ; la production additionnelle de 7 500 tonnes de céréales et de 14 000 tonnes de produits maraîchers par an ; la création de 1 500 emplois dont 50% pour les femmes ; et la construction de 38 magasins assortis d'aires de séchage et de comptoir d'achat.

### **Rapport 2018 sur l'état de la corruption par le réseau de lutte anti-corruption**

[Le rapport 2018 sur l'état de la corruption au Burkina Faso](#) a été rendu public le 30 septembre 2019 par le réseau de lutte anti-corruption (RENLAC). Selon le niveau de perception de corruption des enquêtés (classé du plus au moins perçu comme corrompu), la douane, qui occupait la 3<sup>ème</sup> place en 2016 puis la 2<sup>ème</sup> en 2017, serait passée en tête en 2018, devançant la police municipale (2<sup>ème</sup> place) et la direction générale du transport terrestre et maritime du Burkina, DGTTM (3<sup>ème</sup> place). A noter l'entrée dans le classement de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire, SONAGESS à la 8<sup>ème</sup> place et du Centre de contrôle des véhicules automobiles, CCVA, à la 11<sup>ème</sup> place. La direction générale des impôts tire son épingle du jeu en passant de la 6<sup>ème</sup> à la 13<sup>ème</sup> place entre 2017 et 2018.

### **2<sup>ème</sup> Rencontre nationale Etat-Secteur Privé - CODESP**

Sous le haut patronage du Premier Ministre, le ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, et la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso organisent la 2<sup>ème</sup> édition de la [Rencontre nationale du Cadre de concertation et d'orientation pour le dialogue Etat/Secteur privé](#) (CODESP) sur le thème des « Stratégies d'intégration des entreprises burkinabè dans les chaînes de valeurs nationales, régionales et internationales ». Cette rencontre nationale se tiendra les 14 et 15 octobre 2019 à la Maison de la culture de Bobo-Dioulasso.

## CAP-VERT

---

### **43% des travailleurs n'ont pas accès à des conditions de travail décentes**

En marge de la conférence "Emploi décent, vie décente", organisée dans le cadre de la Journée internationale de l'emploi et du travail digne le 7 octobre, la Directrice statistique, démographique et sociale de l'Institut

national de statistique (INE), Noemi Ramos, [a présenté les résultats d'une étude de l'INE sur le travail au Cap-Vert](#). Selon cette étude, 43% des travailleurs du pays ne bénéficient pas de conditions de travail décentes, à savoir le droit à la sécurité sociale, à des congés payés et au repos hebdomadaire. Les travailleurs capverdiens travaillent en moyenne 42 heures par semaine ; 26% travaillent moins de 35 heures, considérés à temps partiel ; et 25% travaillent plus de 48 heures par semaine. Le salaire minimum mensuel capverdien est fixé à 13 000 CVE (118 EUR) et 30% des employés gagnent moins de 14 000 CVE par mois (127 EUR). 27% des travailleurs gagnent un revenu mensuel inférieur au seuil de pauvreté, qui est d'environ 8 000 CVE (72 EUR).

## COTE D'IVOIRE

---

### **Signature du protocole d'accord pour le métro d'Abidjan entre l'Etat, Bouygues Construction et la STAR, représentant les autres membres du groupement français**

Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, accompagné des Ministre des Transports, de l'Economie et des finances et du Budget, [a signé un protocole d'accord](#) avec le Président de Bouygues Travaux publics et le Président de la Société de transport abidjanaise sur rail (STAR) – représentant les autres sociétés françaises membres du groupement (Alstom, Colas, Keolis). Le montant des travaux de la ligne 1 s'élève à 1,4 Md EUR. Le métro permettra le transport de 530 000 passagers par jour entre Anyama (Nord d'Abidjan) et l'aéroport, sur un itinéraire de 37 km.

### **100 M EUR investis par Proparco (AFD) dans le secteur privé en 2020**

[À l'occasion d'un dîner de présentation de la nouvelle directrice régionale de Proparco](#) (groupe Agence française de développement), Fatoumata Sissoko-Sy, celle-ci a annoncé les ambitions de la structure pour le secteur privé de la Côte d'Ivoire en 2020, à savoir le financement de 10 à 15 projets pour un montant total de 100 M EUR . Madame Sissoko-Sy a également mentionné le programme « Choose Africa » qui doit consacrer 2,5 Mds EUR au financement et l'accompagnement des start-up, PME et TPE africaines et déclaré que les discussions avec les partenaires étaient en cours.

### **Augmentation de capital à hauteur de 3,8 M EUR pour KKO International**

KKO International, groupe belge intervenant dans la culture intensive du cacao a annoncé [l'augmentation de son capital à hauteur de 3,8 M EUR](#) le 2 octobre 2019. Ce montant est destiné à finaliser son usine de chocolat « TREE-TO-BAR » située dans le Port d'Abidjan et à financer ses activités industrielles et agricoles. Le groupe a pour objectif de devenir le leader mondial en matière de production durable et responsable de fèves de cacao. Pour rappel, la Côte d'Ivoire assure à elle seule 40 % de l'approvisionnement mondial de cacao. Dans son 9<sup>ème</sup> [rapport sur la situation économique en Côte d'Ivoire](#) dédié cette année à la filière cacao et publié en juillet, la Banque mondiale rappelait que le secteur mobilise près de 1 million de producteurs, qui fournissent un revenu à environ 1/5 de la population ivoirienne. En dépit de ce poids, la filière du cacao ne joue pas pleinement son rôle de moteur du développement économique, compte tenu entre autres de la faible valeur ajoutée locale (faible transformation).

### **Lancement d'un projet d'extension électrique à 1,8 M EUR dans la région de Cavally**

À l'occasion de sa visite officielle dans la région de Cavally (à l'Ouest du pays), le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly a annoncé le lancement d'un projet d'extension électrique à Guiglo. Le projet, dont le coût s'élève à hauteur d'1,8 M EUR, est financé par l'État ivoirien et la Banque mondiale et supervisé par la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE). Le réseau électrique, dont la finalisation est prévue pour juin 2020, bénéficiera à 8 quartiers de la ville et 100 000 personnes. Il prévoit l'implantation de 1648 poteaux en béton, le déploiement de 73 km de câbles et la création de 11 postes de distribution. Ces travaux s'inscrivent dans la Programme social du gouvernement, son Programme national d'électricité pour tous (PRONER) et son Programme d'électricité pour tous (PEPT).

## **Inauguration de l'axe Akoupé-Kotobi-Bongouanou**

Le Vice-Président Daniel Kablan Duncan a inauguré le 5 octobre 2019 la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou. Cet axe long de 58 km a été réhabilité par la société française Razel Côte d'Ivoire, filiale du groupe Fayat. Les travaux ont bénéficié du financement de l'Agence française de développement (AFD) via le Contrat de désendettement et de développement (C2D). Pour rappel, le C2D est un mécanisme de financement qui consiste en la reconversion de la dette remboursée en subvention pour des projets de développement. Ces projets sont choisis d'un commun accord entre la Côte d'Ivoire et la France.

## **Annnonce d'une table ronde pour financer la nouvelle politique forestière**

Le ministre des Eaux et forêts, Alain-Richard Donwahi, a annoncé l'organisation par le gouvernement ivoirien d'une table ronde le 16 janvier 2020, dont l'objectif sera la mobilisation de ressources pour financer la nouvelle politique forestière « la Stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts » (SPREF) des autorités. Sa mise en œuvre nécessite un montant de 939 M EUR et s'étendra sur la période 2020-2030. L'objectif de la nouvelle politique est un taux de couverture forestière du territoire de 20%.

## **GUINEE**

---

### **Le mineur australien FORTESCUE et le Consortium SMB – WINNING dans la course pour l'exploitation du fer du Simandou.**

Le mineur australien FORTESCUE et le plus grand exportateur de bauxite de Guinée, le consortium guinéo-asiatique SMB – WINNING, ont confirmé leur participation à [l'appel d'offres pour l'exploitation des blocs 1 et 2 du riche gisement de fer du Simandou](#) (2,5 Mds de tonnes selon les estimations). Le coût élevé de l'infrastructure nécessaire pour transporter le minerai hors du sud-est de la Guinée a freiné l'enthousiasme de développeurs potentiels, le minerai devant être exporté par la Guinée selon le cahier des charges de l'appel d'offres, ce qui implique la construction d'un chemin de fer de 650 kms vers la côte guinéenne ainsi qu'un port en eau profonde, portant le coût global de l'exploitation du gisement à environ 23 Mds USD. La commission gouvernementale chargée de cet appel d'offres international devrait communiquer sa décision finale d'ici un mois. Pour rappel, les blocs 3 et 4 de Simandou sont détenus par une coentreprise de Rio Tinto (Australie), China Aluminum Corp (Chinalco) et le gouvernement guinéen. La Guinée dispose des deux tiers des réserves mondiales de bauxite, encore très peu exploitées.

## **MAURITANIE**

---

### **Le trésor mauritanien affiche un solde budgétaire déficitaire au deuxième trimestre**

[Selon la dernière note de conjoncture de l'Office national de la statistique](#), les recettes totales de l'Etat au deuxième trimestre 2019 sont évaluées à 12,9 Mds MRU (315 MEUR), soit une baisse de 1,6 % comparativement au trimestre précédent 13,2 Mds MRU (321 MEUR). Les revenus qui ont chuté de 5,4 % par rapport à la même période de 2018, se composent principalement de recettes fiscales (83,9 %). Les dépenses elles se sont élevées à 15,1 Mds MRU (367 MEUR) au deuxième trimestre 2019, soit une hausse de 0,8% comparativement au trimestre précédent et de 0,1 % sur la même période en 2018. Le solde global a enregistré un déficit de 2,1 Mds MRU (52 MEUR) au cours du deuxième trimestre 2019.

### **L'Ouguiya s'apprécie face à l'Euro**

Alors que l'ouguiya avait entamé au mois de mars 2018 une phase d'appréciation face à l'Euro, cette tendance s'est poursuivie jusqu'au deuxième trimestre 2019, [selon la dernière note de conjoncture de l'Office national de la statistique](#). En effet, 1 Euro s'est échangé en moyenne à 41,1 MRU au cours du deuxième trimestre contre 41,3 MRU au trimestre précédent. Face à l'USD l'Ouguiya se déprécie, un USD s'échange en moyenne à 36,6 MRU contre 36,4 MRU au trimestre précédent.

### **L'office national des statistiques (ONS) publie les chiffres des échanges commerciaux au 2ème trimestre 2019**

[Les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde au cours du deuxième trimestre 2019, sont évalués à 73,3 Mds MRU \(1,8 Md EUR\)](#). Ce montant représente une hausse de +192 % par rapport au trimestre précédent 25,3 MRU (616 M EUR) et de +31,6 % sur le même trimestre de 2018. Les importations représentent 41,8 Mds MRU (1 Md EUR) et les exportations 31,4 Mds MRU (767 MEUR). La balance commerciale Mauritanienne est ainsi déficitaire de 10,4 Mds MRU (253 M EUR). Les importations (+65,5%) sont composées essentiellement de produits pétroliers (29,7 %), de biens d'équipement (29,1 %), de produits alimentaires (16,0 %) et de matériaux de construction (8,8%). Les exportations (+46,2%) sont principalement constituées de produits de la pêche (42,2 %), de minerai de fer (28,2 %), d'or (21,7 %) et de cuivre (6,2 %).

### **Hausse des activités de transport maritime, reprise timide de l'aérien**

[Au cours du deuxième trimestre 2019](#), 1 396 594 tonnes de marchandises ont été transportées par voie maritime, soit une hausse de 9,8 % par rapport au trimestre précédent. De même, les mouvements de navires sont en hausse de 16,4 %. Le transport aérien a enregistré 88 862 passagers soit une légère hausse de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Les mouvements d'avions sont en hausse de 1,0%.

### **La société Mine de Cuivre de Mauritanie (MCM) envisagerait une importante réduction d'effectif**

[MCM, filiale de la société canadienne First Quantum Minerals Ltd, exploitant de la mine d'or et de cuivre d'Akjoujt \(Nord de la Mauritanie\), envisagerait une importante réduction d'effectif](#), motivée par les coûts élevés d'extraction de la mine et le recul des bénéfices de la société. MCM emploie actuellement plus de 1400 personnes, pour une production estimée à environ 15 000 T de concentré de cuivre par mois. En outre, elle contribue à hauteur de 5,6 % au revenu national brut.

## **NIGER**

---

### **Loi de finances 2020 : le projet de loi présenté à l'Assemblée nationale**

Le ministre des Finances, Mamoudou Diop, a présenté devant les députés, le 8 octobre 2019, le [Projet de loi de finances \(PLF\) pour l'exercice budgétaire 2020](#). Le budget est prévu à 2 266,15 Mds FCFA (3,5 Mds EUR), soit une hausse de +5% comparativement au budget de 2019. L'objectif principal du gouvernement, à travers les nouvelles mesures fiscales détaillées dans le document, est d'améliorer le recouvrement des ressources internes, et particulièrement, des ressources fiscales, afin de mobiliser les fonds nécessaires au financement des projets d'investissements prévues dans le cadre du Programme de la Renaissance du gouvernement. Les nouvelles mesures fiscales portent en particulier sur : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur les traitements et salaires, les impôts fonciers, la taxe professionnelle, l'impôt synthétique, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les droits d'enregistrement, l'immatriculation des immeubles, les droits de publicité foncière et hypothécaire, la rationalisation des exonérations accordées par l'Etat et la révision des taux de la taxe sur la réexportation.

### **Le marocain ONEE scelle un accord pour accroître l'accès à l'électricité en zone rurale**

[L'Agence nigérienne de promotion de l'électrification en milieu rural \(ANPER\) a signé, le 7 octobre 2019, un contrat de prestation de service avec le marocain ONEE](#) (Office national de l'électricité et de l'eau potable) afin d'accroître le taux d'accès à l'énergie électrique en zone rurale au Niger. L'objectif de cet accord est d'« augmenter l'accès à l'électricité en milieu rural à travers la réalisation de mini-réseaux alimentés par des centrales solaires avec stockage et le raccordement d'environ 17 500 foyers et 1 500 activités (services publics et activités économiques) dans une trentaine de villages», indique l'ONEE dans un communiqué. Cet accord entre dans le cadre du partenariat entre l'entreprise marocaine et la Banque islamique de développement qui a pour but d'appuyer les projets d'électrification rurale.

## **SENEGAL**

---

### **L'UE injecte plus de 18 Mds FCFA dans le financement de trois projets au Sénégal**

Le ministre sénégalais de l'Economie, du plan et de la coopération et le commissaire européen de la Coopération internationale et du développement ont signé, le 4 octobre, [trois conventions pour le](#)

[financement de projets d'appui dans les énergies renouvelables, la société civile et le soutien à la coopération, pour un montant total de 27,5 M EUR \(sous forme de don\)](#). Le premier projet s'élèverait à une contribution de 20 MEUR de l'UE pour la création d'emplois dans les zones rurales les plus défavorisées et l'augmentation du taux d'accès des populations à l'électricité et aux services de base de qualité. Le projet d'appui à la société civile pour une meilleure gouvernance, bénéficierait de 4 MEUR pour accroître le rôle de la société civile nationale dans les trois secteurs prioritaires que sont l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et la migration et l'emploi des jeunes. Le dernier projet financé à hauteur de 3,5 MEUR devrait maximiser l'efficacité et l'impact de l'aide de l'Union européenne auprès des bénéficiaires.

### **Lancement d'un projet d'appui au secteur privé à 41 M EUR pour vaincre l'émigration irrégulière**

Le Sénégal, avec l'appui financier de l'Union européenne et de l'Italie, [a lancé le Projet d'appui au secteur privé et à la création d'emplois, dénommé PLASEPRI/PASPED](#), qui a pour objectif de réduire l'émigration irrégulière. D'un montant global de plus de 41 M EUR, les sources de financement sont réparties comme suit : l'Italie (13 M EUR), le gouvernement sénégalais (14 M EUR) et l'Union européenne (14 M EUR). Le projet prévoit l'accompagnement de 750 entreprises et l'insertion professionnelle de 1 200 jeunes.

### **Cadre harmonisé des finances publiques, les députés se mettent à niveau en vue du passage au « budget-programme »**

L'Assemblée nationale, en partenariat avec le ministère des Finances et du budget et l'Ecole nationale d'administration (ENA), a organisé, les 5-6 octobre, [une session de renforcement de capacités à l'intention des députés, afin de leur permettre de mieux comprendre le passage du budget en mode programme](#). Pour mémoire, le budget-programme est un mode de gestion des finances publiques initié par l'UEMOA, avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires. Ainsi, en lieu et place des titres, le budget sera désormais voté par programme et par dotation. Contrairement au budget annuel, le budget-programme est élaboré pour trois ans. Son application effective est prévue pour 2020 au Sénégal.

### **Les créances en souffrance pour les banques sont estimées à plus d'1 Md EUR**

Lors de la rencontre du 3 octobre sur la situation du système bancaire au terme du deuxième trimestre de 2019, [le BCEAO a révélé une augmentation de 90 Mds FCFA des crédits en souffrance à fin juin 2019](#), à 690 Mds FCFA (soit 13,6% de l'ensemble des crédits). Jusque-là, seuls les tribunaux de grande instance (TGI) avaient compétence pour traiter ces dossiers contentieux, mais avec l'installation récente des tribunaux de commerce qui ont obligation de traiter les dossiers dans un délai de 3 mois, l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Sénégal (APBEFS) et la Direction nationale de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) comptent les mettre à contribution. Selon le directeur de la BCEAO, l'activité des banques est restée sur une dynamique haussière au cours du premier semestre 2019. Le total bilan du système bancaire s'est établi à 7 378,7 Mds FCFA (11,2 Mds EUR) contre 7 249,8 Mds (11 Mds EUR) en décembre 2018, soit une progression annuelle de 9,1%.

### **Promotion touristique, le Sénégal signe trois conventions avec des partenaires français**

[En marge du Salon Top Resa réunissant les professionnels du tourisme du 1<sup>er</sup> au 4 octobre à Paris Porte de Versailles](#), le Sénégal, à travers l'Agence sénégalaise de promotion touristique (ASPT) et le Conseil sénégalais du tourisme (CST), a signé une première convention de partenariat avec Nomade Aventure, une agence française de tourisme qui s'est engagée à intervenir dans deux zones touristiques du Sénégal : Saint-Louis et Cap Skirring. La deuxième convention a été signée entre le ministère du Tourisme et des Transports aériens, le Conseil national du patronat (CNP) et l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (ATES). La dernière convention a été paraphée entre l'Etat du Sénégal et le Syndicat des entreprises du tour operating (SETO).

## **Air Sénégal lance son hub de Dakar à partir du 27 octobre**

Selon son directeur général de la compagnie nationale Air Sénégal, [le lancement son hub de Dakar](#) permettra d'interconnecter Paris, Barcelone et Marseille, à plusieurs capitales ouest-africaines. La compagnie devrait également recevoir son deuxième "A330 néo" avant la fin du mois d'octobre, ce qui lui permettra d'ouvrir la destination Dakar-Barcelone-Marseille à partir de décembre. Air Sénégal dessert actuellement 12 destinations auxquelles s'ajouteront sept autres prochainement.

## **SIERRA LEONE**

---

### **Le permis d'exploitation de SL Mining annulé**

[Le gouvernement sierra-léonais a annulé le permis d'exploitation minière accord de la société SL Mining](#) (filiale de la société américaine Gerald Group), opérant sur la mine de fer Marampa, et qui avait suspendu ses activités en septembre à la suite d'un différend avec les autorités. Le contentieux est maintenant devant les tribunaux internationaux. Pour rappel, SL Mining s'était lancé dans la réhabilitation du site de Marampa dans le nord de la Sierra Leone en 2017 et n'avait commencé ses expéditions de minerai de fer qu'en juin 2019.

## **TOGO**

---

### **Don européen pour Africa Global Recycling afin de sensibiliser les jeunes togolais au tri sélectif**

La société de valorisation des déchets Africa Global Recycling (groupe Duval) vient de bénéficier d'un appui de 20 M FCFA (30,5 K EUR), de la part de la délégation de l'Union européenne et des représentations diplomatiques de France et d'Allemagne au Togo visant à permettre à l'entreprise d'étendre son projet « Moi jeu tri », dans une centaine d'écoles au Togo. Plus précisément, les villes de Kara, Kpalimé, Tsévié, Atakpamé, Sokodé, et Aného sont ciblées pour l'installation des bacs de tri sélectif.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dette publique (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 188 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque